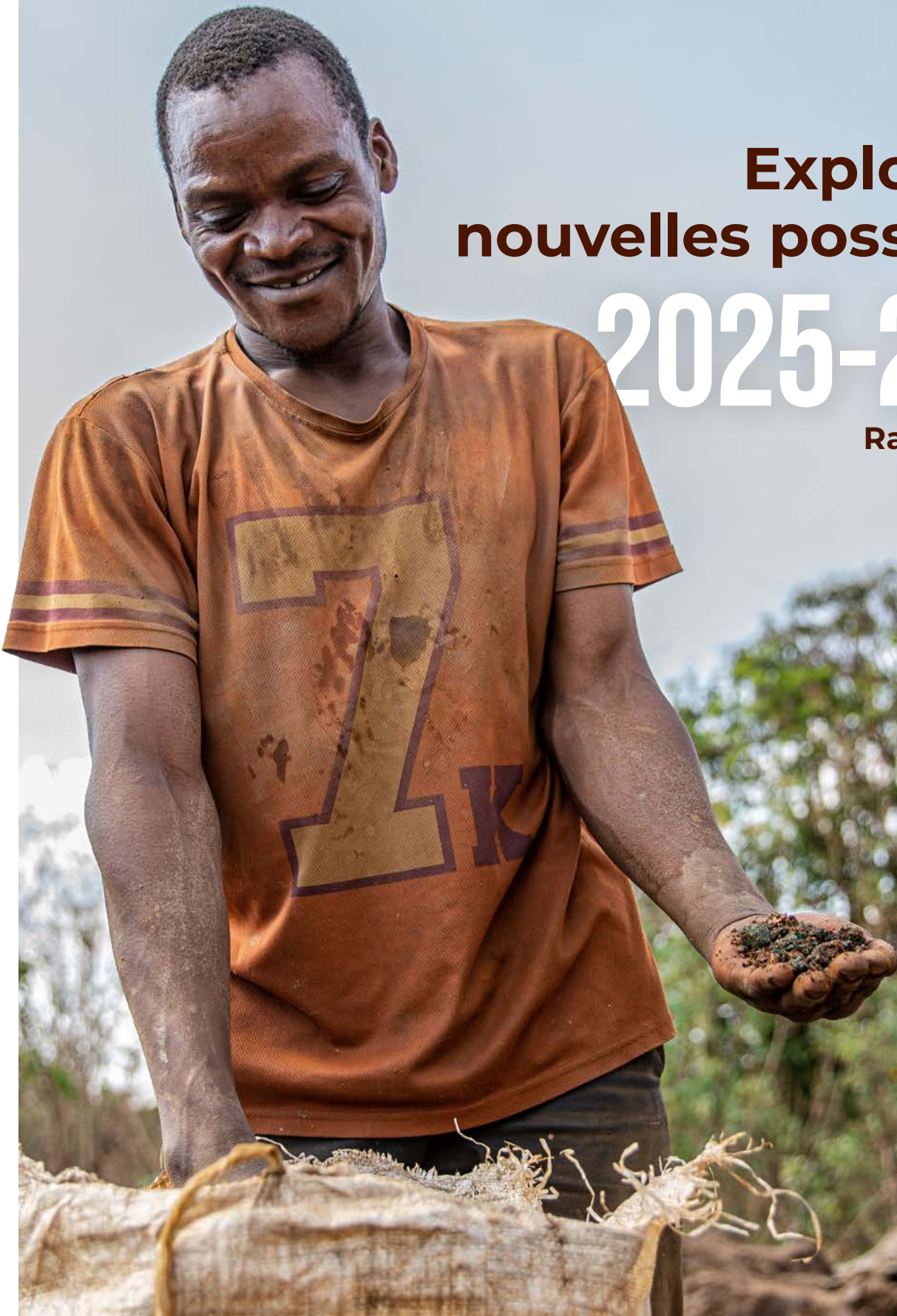


**Exploiter de  
nouvelles possibilités**

**2025-2026**

**Rapport annuel**



## Exploiter de nouvelles possibilités

RAPPORT ANNUEL 2025 | 2026

Autrice : Jeannette Akinyi

© IMPACT Transformation de la gestion  
des ressources naturelles, 2026  
ISSN : 1492-0986



# Table des matières

2

MESSAGE DE  
LA DIRECTRICE  
GÉNÉRALE

3

MESSAGE DE  
LA PRÉSIDENTE  
DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION

5

QUI SOMMES-NOUS?

6

NOS PROGRÈS  
EN CHIFFRES

8

NOTRE TRAVAIL  
EN 2025-2026

10

SURVOL DU PLAN  
STRATÉGIQUE  
D'IMPACT

13

AIDER LES  
COMMUNAUTÉS  
À JOUER UN  
RÔLE MOTEUR

16

CONTRIBUER À  
UN CHANGEMENT  
SYSTÉMIQUE

19

MISER SUR LES  
COLLABORATIONS  
INTERNATIONALES

22

CRÉER LES  
CONDITIONS  
FAVORABLES À NOTRE  
DÉVELOPPEMENT  
ORGANISATIONNEL

25

ÉTATS FINANCIERS

26

REMERCIEMENTS

27

NOTRE CONSEIL  
D'ADMINISTRATION



# Message de la directrice générale

**Il faut du temps** pour faire émerger de nouvelles possibilités. Celles-ci se dessinent à force d'efforts pour faire entendre les communautés dans la gestion de leurs ressources naturelles. Les données recueillies orientent les politiques et les pratiques, tandis que les institutions s'adaptent à un contexte changeant. En 2025-2026, nous avons vu ce principe prendre forme lorsque les communautés sont passées de la consultation à l'action. Des années de plaidoyer ont abouti à des avancées politiques et réglementaires, tandis que les savoirs issus d'un projet ont guidé la stratégie d'un autre.

Nulle part cette évolution n'a été plus flagrante que dans l'affirmation du leadership des communautés. En République démocratique du Congo (RDC), celles-ci se sont dotées de mécanismes de gouvernance qui ont nourri le dialogue avec les sociétés minières et les autorités gouvernementales, tout en contribuant à définir les priorités de développement local. Elles ont pris en main la protection des forêts, des cours d'eau et des ressources naturelles et prouvé qu'une gestion minière responsable va de pair avec des écosystèmes sains et résilients.

En Ouganda et en Côte d'Ivoire, les exploitantes et exploitants miniers artisanaux et à petite échelle se sont regroupés en coopératives et ont adopté des pratiques plus sûres pour protéger leur santé. Ils et elles ont aussi fait avancer des efforts de formalisation qui élargissent leurs perspectives et leur permettent d'infléchir les décisions les concernant. Malgré des contextes différents, ces exemples débouchent sur le même constat : les solutions durables se bâtissent avec les communautés, et non *pour* elles.

C'est lorsqu'il est reconnu et soutenu par les institutions que le leadership communautaire prend toute sa force. Après des années de plaidoyer de la part d'IMPACT et de ses

partenaires, le G7 a reconnu, dans son Plan d'action sur les minéraux critiques, l'importance de soutenir l'exploitation minière artisanale et à petite échelle. Cette avancée témoigne d'une prise de conscience : les millions de personnes qui y travaillent doivent faire partie de l'avenir des chaînes d'approvisionnement responsables en minéraux.

Pour saisir les occasions à venir, nous devons également repenser nos façons d'apprendre. En cette année de 40e anniversaire, IMPACT s'appuie sur les connaissances acquises pour étendre ses approches porteuses à de nouveaux pays, secteurs et enjeux. Bloom by IMPACT, qui regroupe une expertise des services-conseils en suivi-évaluation ainsi qu'une plateforme numérique, favorise la mise en commun des apprentissages entre les différents projets et régions. Les idées éprouvées dans un contexte peuvent ainsi orienter nos interventions ailleurs.

Ces quatre décennies de progrès n'auraient pas été possibles sans les personnes et les partenaires qui ont œuvré à nos côtés. J'exprime ma profonde gratitude aux communautés locales, à nos bailleurs de fonds et à nos partenaires. Sans leur confiance et leur collaboration, ce travail ne serait pas possible. Ma reconnaissance va également à notre équipe et aux membres de notre conseil d'administration, qui portent notre mission par leur expertise, leur créativité et leur dévouement. Ces relations nous permettent d'apprendre et de nous adapter afin de relever les défis que pose un environnement opérationnel de plus en plus complexe. Alors que nous traçons la voie à suivre, les communautés demeurent notre boussole. Continuons, ensemble, à faire émerger de nouvelles possibilités.



**Joanne Lebert**  
Directrice générale



# Message de la présidente du conseil d'administration

Il est des moments où une organisation s'arrête pour prendre la mesure du chemin parcouru et porter un regard lucide sur l'avenir. Pour IMPACT, 2025-2026 aura été l'une de ces années charnières.

Cette année, IMPACT célèbre 40 années de collaboration avec les communautés en faveur d'une gestion responsable des ressources naturelles. Notre organisme est né d'une conviction profonde : pour apporter notre soutien aux populations qui font face à de lourds défis, il faut développer le leadership communautaire, renforcer les institutions locales et rebâtir la résilience à long terme. Cette conviction nous a portés, quel que soit le contexte – périodes de croissance, nouveaux horizons géographiques, évolution de la dynamique mondiale et les crises petites et grandes. Elle a chaque fois permis de mieux comprendre ce qu'il faut pour susciter un changement durable et transformateur.

Si cet anniversaire invite au bilan, il rappelle aussi que nos actions sont dictées par les réalités auxquelles les populations locales font face chaque jour. Conflits armés, instabilité politique, changements climatiques, dégradation de l'environnement, volatilité des marchés et résurgence d'Ebola dans certaines régions de la RDC exercent une pression croissante dans des conditions déjà précaires. Ces difficultés sont bien réelles et teintent le quotidien de nos équipes et partenaires. Pour y répondre efficacement, nous devons écouter les premières personnes concernées et orchestrer nos interventions à partir des connaissances et solutions locales.

Après le lancement de notre plan stratégique quinquennal il y a deux ans, nous poursuivons notre essor : notre action touche plus de 11 000 personnes. En 2025-2026, le conseil d'administration s'est employé à améliorer la gouvernance et les systèmes internes – notamment en matière de finances et de mesure des résultats

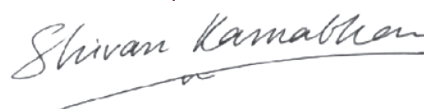
– afin d'assurer la santé financière et la visibilité de l'organisation. Nous avons également continué d'examiner nos structures organisationnelles afin de favoriser le bien-être de notre personnel et d'incarner les valeurs de transparence, de reddition de comptes et d'inclusion que nous prônons dans le secteur.

Rien de ce que nous avons accompli cette année n'aurait été possible sans les personnes qui font vivre IMPACT au quotidien. Réparties entre l'Afrique, l'Amérique du Nord et l'Europe, nos équipes ont porté notre mission à bout de bras dans des conditions complexes, avec dévouement, compétence, détermination et professionnalisme remarquables.

À nos bailleurs de fonds, partenaires et alliés : merci de votre confiance inébranlable. C'est votre engagement envers une gestion des ressources naturelles axée sur les communautés qui rend notre travail possible. Notre gratitude va aux communautés qui œuvrent à nos côtés. Votre savoir, leadership et résilience définissent nos priorités et enrichissent notre démarche en faveur d'un changement durable.

Enfin, à mes collègues du conseil d'administration : merci pour votre gouvernance éclairée, vos échanges constructifs et la justesse de vos décisions cette année. C'est un privilège d'apprendre et de siéger à vos côtés.

Depuis sa fondation il y a 40 ans, IMPACT a évolué, comme toute organisation. Mais une chose n'a pas changé : notre conviction selon laquelle les communautés doivent participer activement aux décisions qui touchent la gestion et la gouvernance de leurs ressources naturelles. J'ai la certitude que cette conviction restera la boussole d'IMPACT pendant de nombreuses années.



**Shivani Kannabhiran**  
Présidente du conseil d'administration



Ouédraogo Karim, technicien chez l'exportateur d'or ivoirien SICOM, tient entre ses doigts un petit lingot d'or, au siège social de la coopérative COOPEDA, à Dabakala. Dans la foulée des initiatives menées par IMPACT auprès de COOPEDA, le projet Passer à l'échelle supérieure a aidé la coopérative et l'entreprise SICOM à se servir d'outils numériques pour renforcer le devoir de diligence, les pratiques responsables et la traçabilité à tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement en or.

# Qui sommes-nous?

De nouvelles possibilités émergent lorsque les gens ont la chance de tracer leur propre avenir.

Depuis 40 ans, IMPACT travaille aux côtés des communautés établies dans des régions riches en ressources naturelles, mais trop souvent frappées par les conflits, les inégalités, la dégradation de l'environnement et une gouvernance déficiente. Nous refusons de voir ces difficultés comme une fatalité. Lorsque les populations disposent des connaissances, des outils, des réseaux et de l'influence nécessaires pour prendre part aux décisions, elles peuvent bâtir un avenir plus sûr, équitable et durable.

IMPACT est un organisme indépendant sans but lucratif qui collabore avec les communautés, les partenaires locaux, les autorités, la société civile et le secteur privé afin d'améliorer la gouvernance des ressources naturelles. Par la recherche, l'expertise technique, la mobilisation politique et l'action sur le terrain, nous contribuons à renforcer la gouvernance, à accroître la transparence, à protéger les écosystèmes et à assurer une répartition plus juste des bénéfices tirés de l'exploitation des ressources naturelles.



## NOTRE MISSION

Nous transformons les modes de gestion des ressources naturelles dans les régions où la sécurité et les droits de la personne sont menacés. Nous analysons et concevons des approches durables dans une triple optique de renforcement de la sécurité, de développement et d'égalité.

## NOTRE VISION

Notre vision est celle d'un monde où les ressources sont un vecteur de paix et de développement équitable, et où les communautés ont le pouvoir de décider du mode de gestion de leurs ressources naturelles.

## CROYANCES ET VALEURS

Les communautés sont au cœur de tout ce que nous faisons. Guidés par les droits de la personne, la justice sociale, le respect, l'inclusion, la dignité, l'égalité, l'intégrité, l'équité, ainsi que les approches innovantes et transformatrices, nous œuvrons à créer un changement positif et durable. IMPACT donne la priorité à la santé, à la sécurité et à la paix de son personnel, des communautés où elle évolue et du secteur minier en général.

# NOS PROGRÈS EN CHIFFRES

2 743

personnes formées



4 251

femmes et  
jeunes filles  
touchées



14

pays  
d'intervention



40

communautés  
bénéficiant  
directement  
de nos actions

102

entités minières  
mobilisées



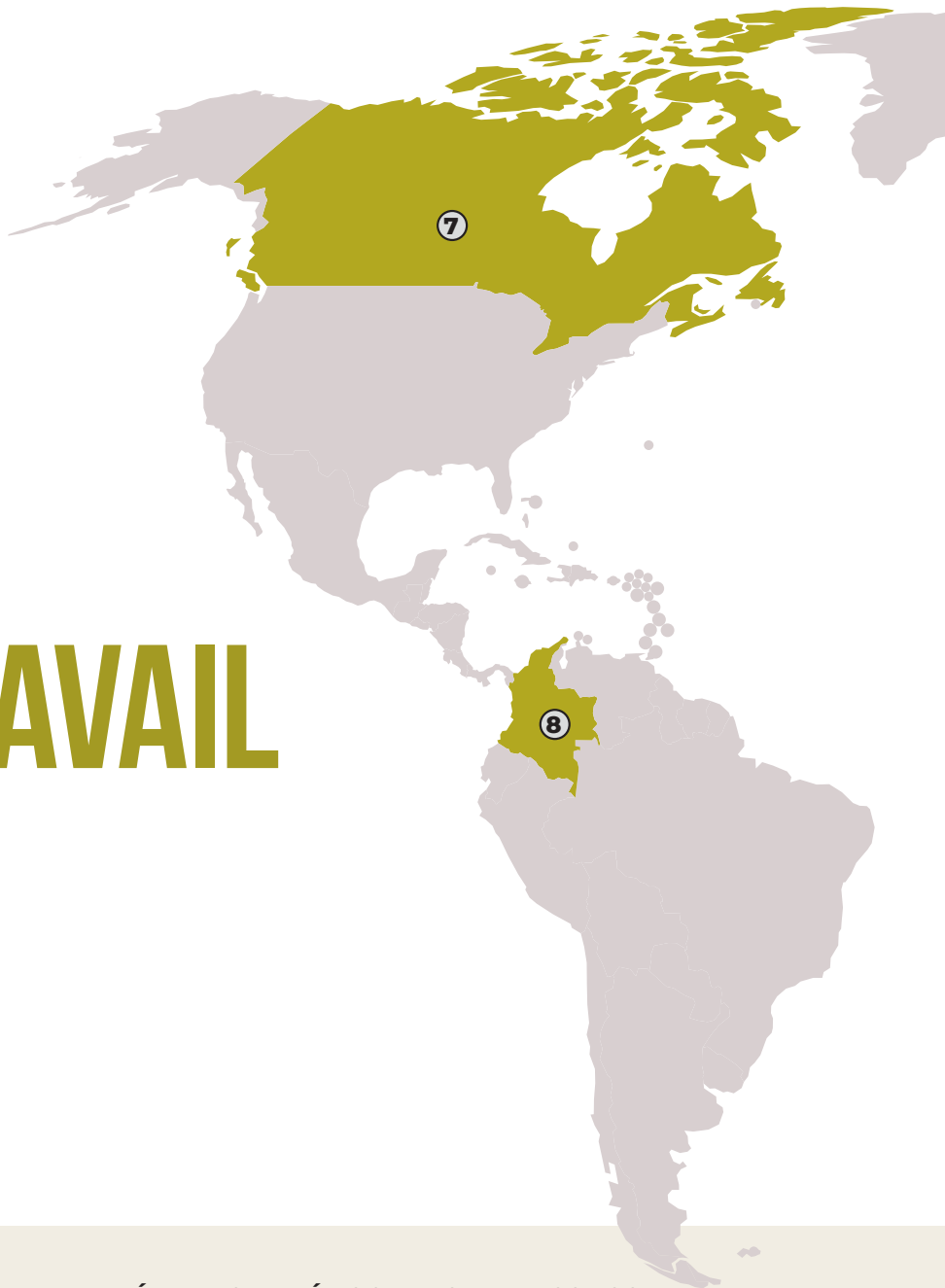
11 458

personnes  
touchées



\* Données cumulatives établies à ce jour dans le cadre  
du Plan stratégique 2024-2029 d'IMPACT.





# NOTRE TRAVAIL EN 2025-2026

## AFRIQUE

### 1 BURKINA FASO

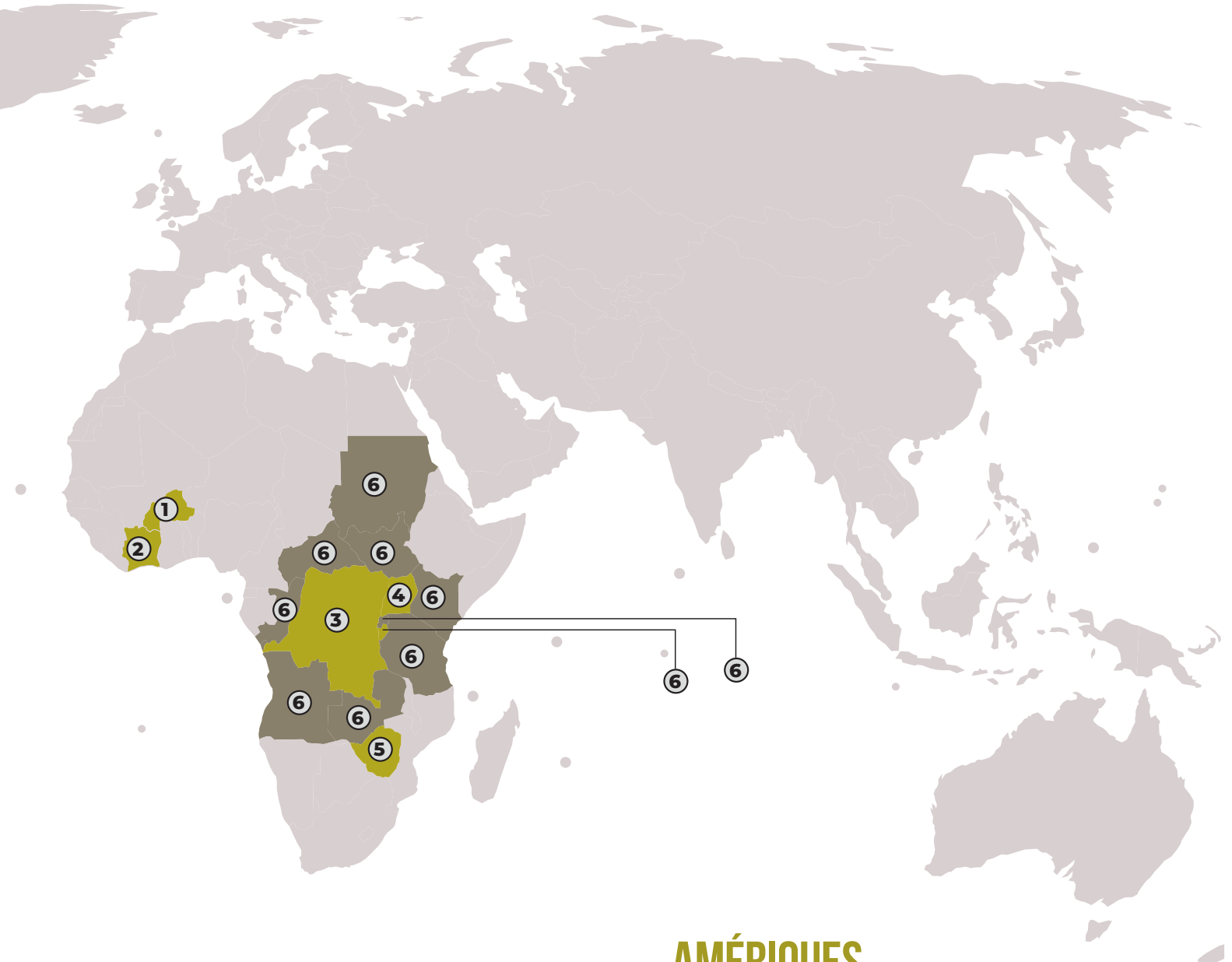
- **Fondations pour la cohésion** – Exploitation minière artisanale et résilience communautaire au Burkina Faso

### 2 CÔTE D'IVOIRE

- **planetGOLD Côte d'Ivoire**
- **Passer à l'échelle supérieure** – Aider les négociants à créer et à favoriser un secteur aurifère artisanal responsable en Côte d'Ivoire
- **Fondations pour la cohésion** – Exploitation minière artisanale et résilience communautaire en Côte d'Ivoire

### 3 RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

- **Favoriser la résilience** – Adaptation aux changements climatiques et protection des forêts au sein des communautés minières engagées dans la transition vers un avenir sobre en carbone
- **Sa Sécurité** – Promotion du devoir de diligence et renforcement de la sécurité des femmes pour lutter contre le travail des enfants dans les secteurs miniers artisanaux du cobalt et du cuivre
- **Coexister pour durer** – Stabilité et sécurité des communautés minières en République démocratique du Congo
- **Développement économique intégré dans le secteur minier** – Approvisionnement responsable dans le secteur minier artisanal du cobalt en République démocratique du Congo



## AMÉRIQUES

### 4 OUGANDA

- planetGOLD Ouganda

### 5 ZIMBABWE

- planetGOLD Zimbabwe

- 6 BURUNDI** \*ANGOLA, BURUNDI, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, RÉPUBLIQUE DU CONGO, KENYA, RWANDA, SOUDAN, SOUDAN DU SUD, TANZANIE, OUGANDA, ZAMBIE
- **Projet régional visant à contribuer à l'amélioration de la gouvernance des ressources minérales dans la région des Grands Lacs** – Aider la CIRGL et ses États membres à améliorer la gouvernance de leurs ressources minières

### 7 CANADA

- **Mettre un terme au blanchiment à la neige** – Campagne visant à promouvoir la création, par le Canada, de registres de bénéficiaires effectifs de calibre mondial
- **Perturber les activités des réseaux d'approvisionnement illicites** – Mieux connaître et briser les principaux nœuds de convergence de l'approvisionnement illégal en or et en mercure en Amérique latine et en Afrique
- **Bloom by IMPACT** – Expertise en suivi et évaluation et prestation de services, grâce à notre plateforme logicielle

### 8 COLOMBIE

- **Accroître la sécurité et la résilience des exploitantes et exploitants miniers artisanaux en Colombie**

# Survol du plan stratégique d'IMPACT

Le Plan stratégique 2024-2029 d'IMPACT, *Favoriser le changement*, définit le cap de nos actions sur cinq ans et traduit notre mission et notre vision en priorités claires.

Faisant des communautés notre boussole, cette stratégie s'articule autour de quatre grandes priorités : aider les communautés à jouer un rôle moteur; contribuer à un changement systémique; miser sur les collaborations internationales; créer les conditions favorables à notre développement organisationnel.

Cinq domaines d'intervention transversaux soutiennent ces priorités : la réforme réglementaire et juridique; la transparence des chaînes d'approvisionnement; le commerce et le financement illicites; la gestion environnementale; l'égalité des genres. Ces cinq domaines orientent conjointement les projets, les partenariats et les résultats mis en lumière dans ce rapport.

## LES COMMUNAUTÉS NOTRE BOUSSOLE



## Domaines d'intervention

## Priorités stratégiques



### TRANSPARENCE DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

Nous accompagnons les gouvernements, les acteurs de la société civile et l'industrie afin d'améliorer la traçabilité des minéraux et d'accroître l'obligation de diligence dans les chaînes d'approvisionnement en ressources naturelles.



### COMMERCE ET FINANCEMENT ILLICITES

Nous analysons les facteurs à l'origine de la contrebande, de la corruption et de la criminalité financière tout en aidant nos partenaires à freiner le trafic illégal.



### ÉGALITÉ DES GENRES

Aux côtés d'associations de femmes et de partenaires communautaires, nous agissons pour promouvoir des politiques inclusives et favoriser la sécurité et le leadership des exploitantes et exploitants du secteur minier.



### RÉFORME RÉGLEMENTAIRE ET JURIDIQUE

Nous unissons nos efforts à ceux des gouvernements et des acteurs de la société civile pour resserrer la surveillance et garantir un accès plus juste et transparent aux ressources naturelles.



### GESTION ENVIRONNEMENTALE

Nous favorisons une gestion minière qui réduit les répercussions environnementales, favorise la résilience face aux changements climatiques et aide les communautés à protéger les écosystèmes dont elles dépendent, notamment grâce à l'adoption de technologies plus sûres et de pratiques minières plus durables.



### Aider les communautés à jouer un rôle moteur

Diffuser les orientations techniques et politiques, faciliter la mise en commun des connaissances et renforcer la capacité à choisir, à mettre en œuvre et à tester des solutions durables.



### Contribuer à un changement systémique

Mettre en évidence les causes de la mauvaise gestion des ressources naturelles et créer des outils innovants permettant aux parties prenantes de favoriser un développement mené par les communautés.



### Miser sur les collaborations internationales

Mettre au jour les liens entre produits et secteurs; mobiliser des partenaires et des parties prenantes pour explorer la transférabilité de notre expertise; miser davantage sur l'exploitation des données pour transformer la gestion des ressources naturelles; identifier et répondre aux différentes menaces qui affaiblissent les systèmes de gestion des ressources naturelles.



### Créer les conditions favorables à notre développement organisationnel

Investir dans le développement de nos équipes et créer un milieu solidaire pour leur donner les moyens de réaliser notre mission.

Mère de famille vivant à Mukoma, dans la province du Lualaba en RDC, Dorcas Lusombogo Mwanya cherche à diversifier ses revenus au-delà de l'exploitation minière artisanale. Dans le cadre du projet Sa Sécurité, financé par l'Union européenne, elle a suivi une formation qui lui a permis d'acquérir des compétences en couture. Celles-ci l'aident maintenant à diversifier son gagne-pain et à renforcer la stabilité financière de sa famille.



# A. Aider les communautés à jouer un rôle moteur

## Renforcer les capacités locales afin d'influencer la gouvernance des ressources naturelles

**Les populations** vivant à proximité des sites d'extraction sont souvent les premières à subir les conséquences de ces activités, sans toujours en retirer leur juste part. Elles font face à la dégradation des écosystèmes, à des risques pour la santé et à des moyens de subsistance fragilisés par les changements environnementaux. Pourtant, les décisions sur la gestion des ressources ont longtemps été prises ailleurs, ce qui a laissé aux communautés concernées peu d'occasions d'influencer les pratiques minières, de négocier des avantages ou de protéger les milieux dont elles dépendent. Les femmes, les peuples autochtones et d'autres groupes marginalisés se heurtent souvent à des obstacles supplémentaires qui les empêchent de participer, et ce, malgré leur connaissance approfondie des écosystèmes locaux et leur rôle central dans la vitalité de leur collectivité.

Relever ces défis exige plus que des solutions techniques. Pour qu'une gestion des ressources naturelles soit durable, les communautés doivent avoir accès à des connaissances et à des outils, s'appuyer sur des structures solides et disposer de réelles occasions de participer aux décisions qui influencent leur quotidien.

En République démocratique du Congo (RDC), les études menées dans le cadre du projet Favoriser la résilience ont révélé que

l'exploitation minière, la déforestation et les changements climatiques fragilisent davantage les forêts, les terres agricoles, les cours d'eau et les moyens de subsistance locaux. Elles révèlent également que les communautés ne disposent pas toujours de structures officiellement reconnues pour défendre leurs intérêts ou peser sur les décisions liées à la gestion des ressources naturelles. Pour remédier à ce problème, des communautés de cinq territoires ont créé ou renforcé onze mécanismes de gouvernance communautaire. Ces mécanismes facilitent le dialogue avec les sociétés minières et les autorités gouvernementales, tout en permettant aux communautés de participer plus directement aux décisions locales.

Dans les villages de Bongonza et de Bayeu, dans la province de la Tshopo, de nouveaux comités de développement local agissent désormais comme porte-parole officiels de leur communauté. Grâce à un accompagnement juridique et organisationnel, ces comités ne se contentent plus de réagir aux répercussions de l'exploitation minière : ils entretiennent un dialogue structuré avec les exploitantes et exploitants. Ces échanges ont produit des résultats concrets, dont la construction d'une école et l'achat d'une décortiqueuse de riz.



# 1 500 MEMBRES DES COMMUNAUTÉS

Les communautés se sont aussi mobilisées pour protéger les écosystèmes essentiels à leur subsistance. Grâce à des solutions d'adaptation écosystémique, les résidentes et résidents ont ciblé des mesures adaptées à leurs réalités, à leur environnement et à leurs savoirs traditionnels : agroforesterie, régénération naturelle assistée, apiculture, reboisement et pratiques agroécologiques. Les savoirs écologiques traditionnels transmis par plus de 1 500 membres des communautés ont servi à élaborer les plans locaux de gestion des écosystèmes et favorisé une plus grande appropriation citoyenne des efforts de restauration.

En Ouganda, en Côte d'Ivoire et au Zimbabwe, le projet planetGOLD a aidé les communautés minières à adopter des pratiques aurifères plus sûres et responsables. Pour bon nombre d'entre elles, le mercure est depuis longtemps un moyen courant d'extraire l'or, malgré les risques qu'il présente pour les exploitantes et exploitants, leurs proches et les écosystèmes environnants. Pour s'en détacher, il faut non seulement offrir des solutions de rechange, mais aussi permettre aux exploitantes et exploitants de comprendre les risques, de tester eux-mêmes des méthodes plus sûres et de transmettre ce qu'ils ont appris à d'autres personnes.

En Ouganda, les coopératives minières deviennent de plus en plus des carrefours d'apprentissage et d'action collective. Au site minier de Buhere, la Kyoyima Omuto Cooperative Society est passée de 62 à 280 membres, dont 130 femmes, et sa direction est entièrement féminine. Informés des dangers du mercure, ses membres ont adopté des procédés de traitement sans mercure tout en encourageant d'autres exploitantes et exploitants à adopter des pratiques plus sûres. En Côte d'Ivoire, les communautés vont encore plus loin grâce aux efforts de formalisation. À Ahounienfoutou et à Agbanssou, des exploitantes et exploitants artisanaux ont créé deux coopératives légalement reconnues. Ces structures leur donnent voix au chapitre pour accéder à du financement, négocier avec les autorités et définir les priorités locales, notamment abandonner le mercure et éloigner les enfants des sites miniers.

Le Zimbabwe emboîte aujourd'hui le pas. Les partenariats conclus avec les associations d'exploitantes et d'exploitants, les instances gouvernementales et la société civile posent les bases d'un secteur artisanal mieux organisé et plus responsable grâce à de premiers efforts de formalisation et à l'adoption de pratiques minières plus sûres.

Dans tous ces contextes, les communautés ne se contentent plus de réagir aux répercussions de l'extraction des ressources naturelles et de la perturbation des écosystèmes. Elles influencent de plus en plus la gestion des ressources, la répartition des bénéfices et la réponse aux enjeux environnementaux.

**ONT SERVI À  
ÉLABORER LES  
PLANS LOCAUX**





Rencontre des membres de l'association Umoja, qui compte 50 personnes, dans le village de Luisha, sur le territoire de Kambove, en République démocratique du Congo. Dans une région fragilisée par l'exploitation minière et les changements climatiques, le regroupement mise sur l'élevage, l'agriculture et l'entraide communautaire pour diversifier les revenus des ménages. Dans le cadre du projet Sa Sécurité, financé par l'Union européenne, les membres du regroupement ont également appris à créer et à gérer une association villageoise d'épargne et de crédit (AVEC). Cette structure aide les femmes à mobiliser des ressources pour mener des activités génératrices de revenus et à orchestrer les efforts visant à renforcer la résilience climatique.

## B. Contribuer à un changement systémique

Faire avancer des réformes politiques favorisant la transparence et la reddition de comptes

**La mauvaise gestion des ressources naturelles** persiste rarement par manque de solutions connues. Elle perdure parce que la volonté politique est inégale, les systèmes de gouvernance sont défaillants et les règles qui encadrent la propriété, le commerce et la finance occultent l'identité des réels bénéficiaires. Pour que les communautés profitent véritablement des richesses de leur sol, ces règles doivent changer, tout comme le partage des bénéfices, des responsabilités et du pouvoir décisionnel. La transparence des chaînes d'approvisionnement passe souvent par une réglementation et des lois plus musclées.

Cette année, le travail de longue haleine mené par IMPACT et ses partenaires a abouti à des réformes politiques et réglementaires qui améliorent la transparence et la reddition de comptes dans les chaînes d'approvisionnement en ressources naturelles. Après des années de plaidoyer pour que l'exploitation

minière artisanale et à petite échelle (EMAPE) soit reconnue comme une activité économique légitime contribuant aux économies locales et au développement, le G7, sous la présidence du Canada, l'a officiellement intégrée à son Plan d'action sur les minéraux critiques.

Ce plan inscrit l'EMAPE à l'intérieur d'un cadre plus vaste, appelé à orienter les stratégies du G7 en matière de politiques, d'investissements et de gouvernance des minéraux critiques. Les exploitantes et exploitants artisanaux sont souvent absents des décisions mondiales, alors même que l'activité minière représente une source de revenus essentielle pour des millions de personnes. En leur faisant une place dans ces discussions, le G7 ouvre la voie à des politiques et à des investissements qui pourront mieux soutenir l'exploitation responsable, les moyens de subsistance locaux et l'accroissement des retombées pour les communautés productrices.



Un changement systémique a aussi pris racine dans le secteur aurifère cette année. À la suite des démarches coordonnées par IMPACT et d'autres organisations de la société civile, la London Bullion Market Association a adopté de nouvelles exigences de transparence à l'intention des raffineries inscrites sur sa liste Good Delivery. Pour la première fois, les raffineries approuvées devront divulguer publiquement des renseignements clés sur la provenance de leur or, notamment la mine d'origine, les fournisseurs et les zones d'approvisionnement à haut risque faisant partie de leurs chaînes d'approvisionnement. Ces nouvelles exigences réduisent l'écart entre ce que les raffineries savent au sujet de leurs chaînes d'approvisionnement et ce qui est dit au public. Les acheteurs, les investisseurs et la société civile peuvent donc mieux juger de la provenance de l'or qui alimente l'un des marchés les plus influents du monde.

Au Canada, de nouveaux engagements visant à rendre plus transparents des systèmes opaques ont aussi donné de bons résultats. Le principe de propriété effective, qui permet de savoir qui possède réellement une société ou un bien et qui en tire profit, joue depuis longtemps un rôle central dans la lutte contre le commerce illicite et le blanchiment d'argent. Aux côtés de partenaires de la société civile, IMPACT a milité en faveur d'une plus grande transparence de la propriété effective auprès des médias et des gouvernements, tout en apportant son expertise technique.

En 2025-2026, ces démarches ont mené à des avancées concrètes, tant au fédéral qu'au provincial. IMPACT a contribué, par son plaidoyer et ses ressources techniques, à l'adoption de nouvelles exigences obligeant les entités déclarantes du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE) à signaler à Corporations Canada les incohérences dans les données sur la propriété effective. Du côté des provinces, le public peut désormais consulter gratuitement le registre foncier de la propriété effective en Colombie-Britannique. La province de l'Ontario, quant à elle, s'est engagée à créer son propre registre dans son budget de 2026. Le plaidoyer d'IMPACT, son travail de coalition et ses échanges avec le gouvernement ont contribué à cette avancée majeure en faveur de la transparence dans la province la plus densément peuplée du Canada.

Ces réformes, prises conjointement, illustrent comment s'opère le changement systémique. Des lois plus fermes, des chaînes d'approvisionnement plus transparentes et une meilleure reddition de comptes concourent à bâtir un système où les communautés profitent plus équitablement des ressources qu'elles contribuent à produire. Si l'année a été marquée par d'importantes avancées, le travail se poursuit néanmoins dans l'ensemble des pays où IMPACT intervient afin de veiller à ce que ces réformes soient appliquées, bonifiées et traduites en retombées durables pour les communautés.





Depuis des années, Deusdedit « Deus » Beineomugisha milite pour la reconnaissance officielle des exploitantes et exploitants miniers artisanaux et à petite échelle en Ouganda. À la tête de la coopérative Buhweju District United Miners Cooperative Society, il aide les travailleuses et travailleurs à s'organiser, à se familiariser avec les exigences de formalisation et à porter d'une seule voix leurs revendications auprès du gouvernement. Dans le cadre du projet planetGOLD Ouganda, financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et orchestré par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Deus et ses collègues poursuivent et amplifient ces efforts; la coopérative devient ainsi la voie privilégiée vers la reconnaissance juridique et la formalisation du secteur minier artisanal.

## C. Miser sur les collaborations internationales

### Adapter des solutions novatrices à différents milieux pour relever des défis complexes

**Les enjeux** liés à la gouvernance des ressources naturelles sont de plus en plus interdépendants. Les chaînes d'approvisionnement responsables en minéraux évoluent au gré du commerce régional, des exigences des marchés internationaux et des pressions environnementales changeantes. Dans le même temps, les dérèglements climatiques et la perte de biodiversité redessinent les territoires dont dépendent la subsistance et le bien-être des populations. Ces défis ne peuvent être abordés séparément : ils appellent des approches transversales, capables de relier régions, secteurs et disciplines, puis d'adapter des solutions éprouvées à de nouveaux contextes et à de nouvelles priorités.

Tout au long de l'année, IMPACT a mis à profit son bagage d'expérience pour enrichir ses nouvelles initiatives. Son expertise en gouvernance des ressources naturelles a enrichi ses programmes de résilience climatique et de restauration des écosystèmes. Grâce à la technologie, aux partenariats intersectoriels et aux apprentissages tirés de la pratique, des approches conçues pour un contexte donné ont pu être améliorées, mises à l'essai et adaptées ailleurs.

Dans la foulée des travaux antérieurs visant à rendre l'approvisionnement aurifère plus responsable en Côte d'Ivoire, le projet Passer à l'échelle supérieure s'est concentré sur un maillon essentiel, mais souvent négligé de la chaîne : les négociants d'or locaux. Sur le site minier de Bobosso Kogbera, IMPACT a collaboré avec la coopérative COOPEDA et le négociant SICOM pour tester simultanément deux outils numériques : la plateforme Bloom by IMPACT et l'application Extension Solution, de l'organisation Solidaridad. Adaptée du secteur agricole, cette application avait déjà accompagné plus de 28 000 petites exploitations dans neuf pays.

Extension Solution a permis aux exploitantes et exploitants miniers de mesurer leurs progrès au regard de normes internationales comme le code CRAFT. L'application leur a aussi permis d'élaborer des plans d'action et de transmettre directement aux négociants, en temps réel, les données attestant de leurs progrès. Bloom by IMPACT a compilé cette information pour faciliter la production de rapports plus généraux sur la conformité et les répercussions sociales. En quelques mois, le site minier avait délimité les zones de travail, remis en place la signalisation de sécurité et offert une nouvelle formation sur les politiques du chantier concernant le travail des enfants et la violence fondée sur le sexe.



# 1 000 MINEURS ARTISANAUX

Au lieu de réduire l'approvisionnement responsable à un exercice ponctuel de conformité, le projet s'est concentré sur l'amélioration continue et l'accompagnement pratique. Il a ainsi rendu les approches commerciales responsables plus accessibles dans les chaînes d'approvisionnement en or artisanal.

Ces apprentissages éclairent maintenant Fondations pour la cohésion, un nouveau projet qui ciblera 14 sites miniers et un millier d'exploitantes et d'exploitants artisanaux dans les régions ivoiriennes du Bounkani et du Hambol, le long de la frontière avec le Burkina Faso. Le projet reprend le même modèle d'obligation de diligence et de conformité, en insistant davantage sur la clarté fiscale, l'inclusion financière des femmes et les priorités définies par les communautés frontalières.

En RDC, le projet Favoriser la résilience combine expertise en exploitation minière responsable, conservation de la biodiversité, restauration des écosystèmes et adaptation aux changements climatiques afin de traiter des enjeux habituellement abordés dans

des cadres politiques ou des programmes distincts. Le pays abrite d'importantes réserves de cobalt et de cuivre, deux minéraux clés pour la transition écologique mondiale. Ses écosystèmes diversifiés s'étendent des forêts tropicales riches en carbone du bassin du Congo, au nord, jusqu'au miombo, une savane boisée du sud-est. Ces milieux sont fragilisés en raison de l'exploitation minière, de l'agriculture, des changements climatiques et d'autres formes d'utilisation du territoire. En 2024, la RDC a perdu 590 000 hectares de forêt primaire, ce qui représente un record après une tendance qui durait depuis cinq ans.

Au lieu de traiter l'exploitation minière artisanale et la conservation des écosystèmes comme deux priorités qui sont en contradiction, le projet montre comment elles peuvent être planifiées et gouvernées de concert. Il tient compte de la biodiversité, des services écosystémiques, des risques climatiques et des savoirs écologiques traditionnels pour orienter les mesures d'adaptation fondées sur les écosystèmes. Cette approche intégrée contribue à faire évoluer les politiques nationales pour qu'elles reconnaissent davantage que la santé des écosystèmes est un pilier de la résilience communautaire et de moyens de subsistance durables, et pour que les priorités communautaires soient au cœur des décisions minières et environnementales.

Dans un monde où les enjeux liés aux ressources naturelles se chevauchent de plus en plus, il devient essentiel d'adapter les idées entre secteurs, régions et disciplines pour concevoir des solutions durables. Chaque nouvelle intervention s'enrichit de l'expérience acquise et permet aux connaissances d'évoluer au contact de nouveaux contextes et de nouveaux défis.

**CIBLÉS SUR  
14 SITES  
MINIERS**





Des participantes à un atelier de sensibilisation aux dangers du mercure prennent la pose aux sites miniers de Maholokolho et de Hawkline, à Filabusi, au Zimbabwe. Par ses séances de sensibilisation, planetGOLD Zimbabwe, financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et orchestré par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), fait connaître les risques que pose l'usage du mercure pour la santé et aide les communautés d'exploitation artisanale à adopter des pratiques plus sûres, sans mercure.

## D. Créer les conditions favorables à notre développement organisationnel

Investir dans les personnes, les systèmes et l'apprentissage pour favoriser des changements durables

**En 2025-2026**, alors que ses activités s'étendaient à de nouveaux pays et domaines d'intervention, IMPACT a continué de renforcer les compétences, les systèmes et les mécanismes de gouvernance qui rendent ses projets possibles. La mise en œuvre d'initiatives complexes dans des contextes variés exige plus qu'une expertise technique : elle dépend de la capacité de mener une action cohérente d'une région à l'autre, de s'adapter aux risques, d'apprendre de l'expérience et de rendre des comptes aux communautés, aux partenaires et aux bailleurs de fonds.

Le développement de cette capacité commence par les personnes. Grâce à un processus d'accueil et d'intégration efficace, les nouveaux membres de l'équipe peuvent entrer rapidement en fonction et adopter des méthodes de travail communes. Cette démarche s'inscrit dans une culture que le personnel décrit comme inclusive et collaborative, et dans des efforts de recrutement

soutenus au sein des régions où IMPACT est présente. Ensemble, ces initiatives contribuent à bâtir une organisation plus solide et soudée, tout en maintenant les savoirs et les points de vue locaux au cœur de nos interventions.

Pour que le travail soit constant et de qualité d'un projet et d'un bureau à l'autre, IMPACT a adopté des systèmes qui favorisent la productivité des équipes, indépendamment de leur lieu d'activité. Cette année, nous avons continué de déployer notre système de gestion du rendement et de réviser nos politiques de ressources humaines. L'organisation a également donné suite aux recommandations issues des audits et approfondi ses processus de gestion financière et de gouvernance. Bien qu'invisible, ce travail de fond garantit une gestion rigoureuse des ressources, améliore le suivi et permet aux équipes des différents pays de travailler selon les mêmes normes et exigences.





## BY IMPACT

Ces investissements permettent aussi à IMPACT de mieux tirer profit de son expérience. Bloom by IMPACT assure un suivi et une évaluation homogènes d'un nombre croissant de projets, qu'il s'agisse de ceux d'IMPACT, de ses partenaires ou d'autres organisations. Le fait d'appliquer des normes et des indicateurs identiques dans des contextes variés garantit la fiabilité, la reproductibilité et le contrôle de la qualité des interventions. Cela permet de croiser les enseignements tirés dans différents pays et de s'appuyer sur l'expérience collective du secteur. Au fur et à mesure que ce service et cette plateforme de suivi-évaluation évoluent, le personnel et les partenaires utiliseront avec plus de confiance les données qui sont générées. Les leçons tirées dans le cadre d'un projet pourront ainsi mieux éclairer les décisions qui doivent être prises dans le cadre d'un autre. De cette manière, l'apprentissage fait partie des pratiques quotidiennes plutôt que d'être une simple obligation à des fins de production de rapports.

Le développement organisationnel est un processus d'adaptation continue aux nouveaux défis et aux nouvelles occasions. Au cours de l'année, l'organisme a relevé de nouvelles possibilités de favoriser le leadership local, de continuer à faire évoluer ses pratiques de gouvernance et de fonder davantage ses décisions sur des données probantes. Ces chantiers ouvrent la voie à la prochaine phase de développement d'IMPACT, alors que nous nous dotons des moyens nécessaires pour concrétiser des initiatives toujours plus ambitieuses.

Dans chacun de leurs projets, IMPACT et ses partenaires s'emploient à améliorer la gouvernance, la reddition de comptes et le transfert des apprentissages. Cultiver ces mêmes qualités à l'interne est tout aussi essentiel à la réalisation de notre mission. En continuant d'investir dans ses équipes, d'optimiser les systèmes qui les soutiennent et d'utiliser les données pour améliorer ses façons de faire, IMPACT se donne les moyens de produire des retombées durables aux côtés des communautés qu'elle accompagne.

## SUIVI ET ÉVALUATION DES PROJETS





# États financiers

## État des résultats

Exercice se terminant le 31 mars 2026 et données de 2025 aux fins de comparaison

|                                                                                                          | 2026                | 2025                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>PRODUITS</b>                                                                                          |                     |                     |
| Ambassade de Suède                                                                                       | 2 476 487           | 2 097 203           |
| Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE)                                                  | 2 574 031           | 1 804 745           |
| Union européenne                                                                                         | 2 420 519           | 1 581 889           |
| Partenariat européen pour les minerais responsables (EPRM)                                               | 263 786             | 393 582             |
| Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ)                                                | 254 789             | 153 239             |
| Apple                                                                                                    | 148 727             | 82 021              |
| BHP Foundation/participation ouverte                                                                     | 121 040             | 98 838              |
| Colorado School of Mines                                                                                 | 92 049              | 54 964              |
| Intérêts                                                                                                 | 64 742              | 84 155              |
| Affaires mondiales Canada                                                                                | 55 875              | -                   |
| Resolve                                                                                                  | 26 795              | 50 242              |
| Cowater                                                                                                  | 26 417              | 398 727             |
| Quote-part des produits de placement dans l'entreprise sociale d'IMPACT, Knowledge for Impact (K4I) inc. | 20 377              | -                   |
| Responsible Business Alliance                                                                            | 9 941               | 782                 |
| Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)                                        | 7 242               | 171 894             |
| Divers                                                                                                   | 4 163               | -                   |
| Dons                                                                                                     | 1 380               | 62 213              |
| Microsoft                                                                                                | -                   | 109 296             |
| Google                                                                                                   | -                   | 143 045             |
| Gain (perte) sur change                                                                                  | -                   | 112 925             |
| Open Society Policy Center (OSPC)                                                                        | -                   | 61 243              |
| Vision mondiale Canada (PCQVP)                                                                           | -                   | 17 819              |
| Autres                                                                                                   | -                   | 16 040              |
| Stratos                                                                                                  | -                   | 1 770               |
| <b>TOTAL</b>                                                                                             | <b>8 568 360 \$</b> | <b>7 496 632 \$</b> |
| <b>CHARGES</b>                                                                                           |                     |                     |
| Coûts directs des projets                                                                                | 5 594 973           | 4 739 436           |
| Salaires et avantages sociaux – Canada                                                                   | 1 244 733           | 1 177 196           |
| Salaires et avantages sociaux – international                                                            | 1 509 813           | 1 154 258           |
| Développement de projets                                                                                 | 7 785               | 40 646              |
| Communications (sensibilisation du public)                                                               | 63 667              | 18 027              |
| Administration et soutien des projets                                                                    | 484 519             | 353 811             |
| <b>TOTAL</b>                                                                                             | <b>8 905 490 \$</b> | <b>7 483 374 \$</b> |
| <b>Excédent (insuffisance) des produits sur les charges</b>                                              | <b>(337 130)</b>    | <b>13 258</b>       |

Le déficit d'exploitation de cette année découle d'un investissement planifié dans la croissance de notre organisation. Ce déficit a été absorbé par nos réserves d'excédents cumulés dans le cadre d'une stratégie de dotation en ressources. Parallèlement à cet investissement, nous avons conclu un nombre important de nouvelles ententes avec des bailleurs de fonds, ce qui a fait croître nos produits de 14,3 % par rapport à l'exercice précédent et jeté de solides bases financières en vue des trois à cinq prochaines années. Nous anticipons une croissance des produits de 57,3 % en 2026-2027, ce qui témoigne de la solidité des relations établies cette année avec les bailleurs de fonds. Ce nouvel élan devrait s'accompagner d'un bilan plus solide et d'un meilleur fonds de roulement.



## Remerciements

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude envers les organismes suivants pour l'aide consentie en 2025-2026 :

Partenariat européen pour les minerais responsables (EPRM)

Union européenne

GIZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit – agence allemande pour la coopération internationale)

Affaires mondiales Canada

Cowater

Fonds pour l'environnement mondial (FEM) / Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE)

Google

Microsoft

National Science Foundation / Colorado School of Mines

BHP Foundation/ participation ouverte

Resolve

Responsible Business Alliance

Suède

Open Society Policy Center (OSPC)

Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)

Vision mondiale Canada



Des membres du Comité régional de la CIRGL contre l'exploitation illégale des ressources naturelles se réunissent pour faire avancer les réformes sur la gouvernance des ressources minérales dans la région des Grands Lacs. Dans le cadre du projet régional visant à contribuer à l'amélioration de la gouvernance des ressources minérales dans la région des Grands Lacs, mis en œuvre par IMPACT en vertu du programme Paix et sécurité de l'Union européenne, IMPACT aide la CIRGL et ses États membres à améliorer la gouvernance de leurs ressources minérales.

## Notre conseil d'administration

Depuis juin 2026



**Shivani Kannabhiran**  
France  
*Présidente*



**Pamela Fierst-Walsh**  
États-Unis  
*Vice-présidente*



**Edward Blight**  
Royaume-Uni  
*Trésorier*



**Louise Ouimet**  
Canada  
*Secrétaire*



**Anthony Goerzen**  
Canada



**Áine Íde Hughes**  
Royaume-Uni



**Bocar Thiam**  
États-Unis



**Carl Bruch**  
États-Unis



**Guus Houttuin**  
Pays-Bas



**Issa Dominique Konate**  
Burkina Faso



**Katharine Evans**  
Canada



**Leah Butler**  
États-Unis





**Crédit Photo :**

Glody Tebende Gloire/IMPACT, RDC :  
1, 2, 12, 13, 15, 17, 24, 30

Miléquém Diarassouba/IMPACT, Côte d'Ivoire :  
4, 16, 17, 19, 20, 22, 28

Tafara Chirengende/IMPACT, Zimbabwe :  
5, 7, 10, 14, 21, 22, 23

Malik Muhangi/IMPACT, Ouganda :  
18

Gouvernement de la République démocratique  
du Congo :  
26

**Design et mise en page :**

Green Communication Design  
[www.greencom.ca](http://www.greencom.ca)



# IMPACT

Transformer la gestion des ressources naturelles  
Renforcer le pouvoir d'agir des communautés

310 Miwate Private, bureau 100,  
Ottawa (Ontario) K1R 0E1,  
Canada | +1-613-237-6768

[www.impacttransform.org](http://www.impacttransform.org)

Suivez-nous sur

    @IMPACTtransform

